

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Des-Petrolieres-mettent-en-marche-L-Operation-Camba-en-Bolivie>

Des Pétrolières mettent en marche "L'Opération Camba" en Bolivie.

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mercredi 20 septembre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Repsol YPF, Petrobras et les autres, l'ambassade des Etats Unis, la droite de l'Orient (bolivien), tous ont le gouvernement démocratique de la Bolivie en ligne de mire. La coordination générale est à charge d'obscur fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis en Bolivie et en Argentine.

[Redaction d'APM.](#)

Bolivie, le 8 septembre 2006.

[Leer en español](#)

La face visible est la direction de l'organisation politicienne-patronale « Comité pro Santa Cruz » (CPSCZ), conduite par Germán Antelo. Une bonne partie des fonds utilisés par ces putschistes est apportée par les pétrolières Petrobras et Repsol-YPF. Ses groupes de choc se dissimulent derrière le paravent de « Nation Camba ». Ces derniers ont déjà faits des recherches pour le ministère de la Défense, comme a reconnu son dirigeant, Walker San Miguel.

Ils souhaitent renverser le président Evo Morales pour ses vertus, non pour ses erreurs. La conspiration a été décidée le 1er mai dernier lorsque le gouvernement choisi par une majorité écrasante, en décembre de l'année dernière, a décidé de mettre en marche le processus de récupération souveraine des hydrocarbures, remplissant ainsi ses promesses électorales et satisfaisant une des demandes stratégiques les plus attendues par la société.

Le premier pas de cette escalade a été enregistré quand les députés du parti « Podemos », de l'ex candidat (de droite) à la présidence Jorge "Tuto" Quiroga, ont envisagé l'interpellation du ministre d'Hydrocarbures, Andres Solis Rada. Les conspirateurs ont disposé de l'appui des entreprises Petrobras (Brésil) et Repsol - YPF (Espagne).

Des conseillers des mêmes multinationales se sont réunis cette semaine à Buenos Aires avec des émissaires du CPSCZ, et l'approbation de la diplomatie américaine, pour conclure des détails de la journée de déstabilisation prévue pour ce vendredi à Santa Cruz de la Sierra, Tarija, Pando et Beni, départements où se concentrent les richesses énergétiques et d'autres ressources naturelles de la Bolivie, et depuis où est pilotée "Opération Camba".

La rencontre à l'Ambassade des Etats-Unis de Buenos Aires et la participation active de ces deux compagnies pétrolières dans les tentatives de mettre un terme au gouvernement d'Evo Morales et de provoquer une modification de la carte politique bolivienne - en accord à la stratégie des États-Unis pour la région, tendant à s'assurer le contrôle des grands gisements de ressources - a été confirmée à l'APM par des sources diplomatiques sud-américaines.

Dans des déclarations à diverses agences internationales de presse, entre mercredi passé et vendredi, un des chefs putschistes, Germán Antunes, a qualifié le gouvernement constitutionnel de "dictature totalitaire" et a admis que ses forces sont disposées à faire "tout ce qui est possible pour en terminer avec le gouvernement".

Pour sa part, le maire de Santa Cruz, Rubén Oreja, a dit qu' "il existe deux pays, la Bolivie productive, de croissance et démocratique -la zone orientale- et l'autre (le Plateau), exclusive, totalitaire et radicale".

Mardi passé, le journal très conservateur argentin « *La Nacion* » a servi de porte-parole au CPSCZ, en interviewant un de ses porte-parole, Daniel Castro, qui a admis le caractère séparatiste de la conspiration. "Si le gouvernement national viole la Constitution et si se produit un scénario où il passe au-dessus des règles, alors en effet nous pourrions décider de nous séparer".

Le piège discursif est tendu. Les putschistes appellent "violation de la Constitution" tout ce qui non seulement signifie accomplissement strict de la norme suprême par le gouvernement, mais en outre coïncide avec le corps théorique juridique du système constitutionnel, comme il se détache de tout texte de droit spécialisé, de toute Université du monde démocratique.

L'Assemblée Constitutive qui tient session à Sucre a été légitimement élue comme telle et, en ce sens, n'a pas fait une autre chose que remplir la responsabilité que lui donne le droit moderne : être souveraine.

L'approbation d'un système de vote selon lequel, pour la réforme de la Constitution on demande la majorité (50 % plus un de un des votes des délégués), fut un acte de légalité absolue. L'Assemblée remplit son obligation en même temps qu'en exerçant le droit qui lui est de sa compétence.

Cette décision légale, la droite conspiratrice l'appelle "violation de la Constitution", et avec la conséquence qu'une accusation semblable a seulement un objectif : justifier l'escalade putschiste et la sécession de l'Est riche, pour créer une espèce de République Pétrolière, du Gaz et de la Monoculture, sous tutelle des grandes multinationales.

Avocats, politiciens et économistes de Bolivie, Brésil et de l'Argentine, ayant pris part à des dictatures militaires des années 70 et étroitement liés aux gouvernements néolibéraux qui ont régi ces trois pays pendant les années 90, ils se réunissent d'une manière plus ou moins réservée dans un des hôtels les plus élégants que Buenos Aires, comme l'ont confié avant les sources mentionnées.

L'objectif de ces réunions ? Conseiller les forces putschistes et séparatistes sur des « procédures » légales et bureaucratiques qu'ils auraient besoin de mettre en marche avant tout succès éventuel de l'Opération Camba, en séparant les départements d'Est de l'État bolivien.

L'appétit démesuré des multinationales pétrolières en Bolivie date de longtemps et est bien connu, et évidemment elles disposent de l'appui des secteurs nationaux associés à des intérêts et du "manteau protecteur" des Etats-Unis.

Pour signaler seulement l'un des nombreux intérêts pour lequel la conspiration putschiste est soutenue contre le gouvernement Evo Morales, il suffit de citer certains paragraphes révélateurs du livre ["La recolonización : Repsol en América Latina, invasión y resistencia", de Marc Gavalda, académico de la Universidad Autónoma de Barcelona \(Icaria Editorial, Barcelona, 2004\).](#)

"Concernant les réserves (de gaz) les plus grandes du continent, apparaissent en scène une série de nouveaux projets pharaoniques dans lesquels Repsol - YPF est totalement inséré et par conséquent leur réalisation (empêchée par les politiques d'Evo Morales) lui rapporteraient des bénéfices astronomiques. Il s'agit de la construction des gazoducs pour faciliter l'exportation des réserves impressionnantes qui existent dans le sud du pays (les domaines de San Alberto, San Antonio et Marguerite) vers les marchés du Brésil, Mexique et des Etats-Unis ", indique le livre cité.

De même, l'oeuvre de Gayaldá rappelle que les gazoducs requis pour cette opération traverseront les territoires de Tarija, Chuquisaca et Santa Cruz, et que sur ce dernier sont implantées les entreprises Petrobras, Totale et Andine (Repsol-YPF). Concernant l'exploitation des gisements de Margarita sont aussi parties prenantes la British Petroleum, Total et British Gaz, associées avec Repsol-YPF dans le « Consortium Pacific LNG ».

Dans ce cas, l'affaire consiste à construire des centrales thermo-électriques aux Etats-Unis et à transporter le gaz bolivien par bateau par le Pacifique. De même, souligne l'académicien de Barcelone, "l'idée consiste à construire un

gazoduc vers le Pacifique, où le gaz naturel se liquéfiera (au Chili) pour être transporté vers le port de Tijuana, au Mexique. L'objectif pour 2007 est d'exporter 28 millions de mètres cube de gaz par jour, pour l'étendre plus tard à 42 millions ".

Le Pérou et le Chili ont offert leurs ports pour installer l'usine et le port depuis lequel les bateaux lèveraient l'ancre vers le Mexique. Cette alternative explique aussi pourquoi les multinationales pétrolières et les Etats-Unis soutiennent le Chili dans leur politique obstinée envers la Bolivie, consistant à le nier le droit à leur demande légitime d'une sortie souveraine sur l'océan Pacifique.

"La consolidation de ce méga projet permettrait aux Etats-Unis de continuer à gaspiller de l'énergie tranquillement. Repsol-YPF et ses partenaires profiteraient de millions de dollars et les boliviens continueraient à faire la cuisine au bois de chauffage (introuvable dans les hauts plateaux), parce que le gaz naturel est réservé aux grandes exportations", conclut Gayaldá.

Des motifs plus que suffisants pour comprendre pourquoi la droite bolivienne et ses complices de plusieurs nationalités veulent mettre un terme au gouvernement d'Evo Morales et à Bolivie elle-même.

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi.